

Le Mauricien

10 April 2010

<http://www.lemauricien.com/mauricien/100510/SO.HTM#6>

Un site internet pour sensibiliser les entreprises et consommateurs

Un site internet, **gogenuine.mu**, sur les logiciels authentiques sera prochainement lancé en vue de sensibiliser entreprises et consommateurs à l'importance, notamment des logiciels originaux. Il s'agit d'une initiative du comité pour la protection de la propriété intellectuelle et la promotion de l'utilisation de logiciels originaux, placé sous la direction du National Computer Board (NCB) et qui comprend la Business Software Alliance (BSA), l'ambassade américaine, la Mauritius Authors Society Association (MASA) et des représentants des firmes informatiques Adobe, Symantec et Microsoft.

Ce comité a organisé fin avril une campagne nationale de sensibilisation, baptisée *Go Genuine* et échelonnée sur une semaine à l'hôtel Four Points by Sheraton, ciblant entreprises et consommateurs sur les avantages de l'utilisation de logiciels originaux et les risques liés à l'usage de logiciels piratés et aussi sur l'importance du concept de la propriété intellectuelle. Les Droits de propriété intellectuelle (DPI), particulièrement les logiciels, est une question d'intérêt national qui concerne le secteur des TIC.

L'industrie du piratage de logiciels est devenue si sophistiquée à tel point qu'il est de plus en plus difficile de traquer les contrevenants. " *En tant que priorité du gouvernement, la législation sur les Droits de propriété intellectuelle est actuellement en cours de révision pour mettre à jour et aussi créer une harmonie avec les meilleures pratiques internationales. En outre, les politiques actuelles concernant les DPI, ainsi que les stratégies réglementaires et institutionnelles, sont également en cours de révision* ", a annoncé Dan Faugoo, directeur exécutif du NCB.

À Maurice, 57 % des logiciels utilisés sont piratés et peuvent inclure des disques avec hologrammes et des étiquettes de certificat d'authenticité (COA) piratés. Une faible protection des droits entraîne, selon les initiateurs de la campagne *Go Genuine*, un ralentissement dans le développement du secteur des TIC et affecte l'ensemble de l'économie et la société. " *Le piratage de logiciels à Maurice est plus qu'un problème social qu'entraîne l'ignorance, des perceptions erronées et l'acceptation générale. Au cœur du problème, une sensibilisation faible et une attitude négative ... C'est pour cette raison que Microsoft mise beaucoup sur cette campagne de sensibilisation Go Genuine* ", a déclaré Sergey Alpatov, *Regional Anti-Piracy Manager* pour Microsoft Moyen-Orient et Afrique.

Selon le Copyright Act 1997, toute personne qui commet une offense sera pour une première condamnation passible d'une amende n'excédant pas Rs 300 000 et d'une peine d'emprisonnement ne dépassant pas deux ans. En cas de récidive, le contrevenant écoperait d'une amende n'excédant pas Rs 500 000 et d'une peine de prison ne dépassant pas huit ans.

Pour faire face au fléau de logiciels contrefaits, une bonne gestion des logiciels acquis par les entreprises est nécessaire. Dale Waterman, *Corporate Attorney for Anti-Piracy* pour Microsoft Moyen-Orient et Afrique et aussi coprésident de la BSA pour le Moyen-Orient et l'Afrique, encourage les sociétés à bénéficier du programme Microsoft Software Asset Management (SAM), pour assurer une gestion efficace, un contrôle et une protection de leurs logiciels actifs. " *La gestion d'un parc conséquent d'ordinateurs n'est pas aussi évidente pour une grande compagnie, mais avec l'aide du SAM les entreprises pourront identifier le nombre de licences à renouveler ainsi que celles non utilisées* ", a soutenu Dale Waterman.

L'ambassade américaine à Maurice a par ailleurs établi des partenariats avec les instances mauriciennes et les entreprises américaines dans une campagne visant à protéger la propriété intellectuelle. " *Au cours des deux dernières années, nous avons signé deux accords de subvention de coopération avec la MASA et Microsoft pour un montant total de près de 20 000 USD pour financer les campagnes des DPI* ", a expliqué Mary Jo Wills, ambassadrice des États-Unis à Maurice.

Lors de cette semaine de campagne de sensibilisation, des membres de la BSA ont aussi animé une discussion en *webcasting* via le réseau de l'éducation nationale sur l'utilisation de logiciels originaux ainsi que sur les risques liés à la contrefaçon, ciblant quelque 500 enseignants des établissements secondaires.